



Saint-Nazaire, le 23 janvier 2019

Objet : Lettre ouverte aux Nazairiennes et Nazairiens – « Grand Débat »

Madame, Monsieur,

Le Président de la République a souhaité engager la tenue d'un « Grand débat », afin de répondre aux préoccupations politiques et sociales exprimées par le mouvement des Gilets Jaunes.

Ce mouvement est une interpellation forte et puissante pour notre pays. C'est un défi pour notre vie démocratique. Il bouscule les acteurs sociaux et politiques, qui peinent à trouver une issue à cette colère citoyenne. C'est pourtant bien leur rôle.

A ce titre, j'ai encouragé les Gilets Jaunes nazairiens, lors de mes diverses rencontres avec eux, à s'organiser sous forme associative afin de construire leurs réflexions et de donner un cadre à leurs actions. C'est aujourd'hui le cas et je m'en réjouis.

Face aux actions violentes que je condamne et qui sont sans issue, il est nécessaire que s'organise l'émergence locale et nationale d'interlocuteurs inscrits dans les règles du droit et de la vie républicaine afin de retrouver, aux côtés des autres acteurs du débat public, un fonctionnement démocratique apaisé. A leurs côtés, les élus locaux, les partis politiques, les organisations syndicales, les associations doivent prendre toute leur place pour parvenir ensemble à une sortie de crise.

A l'heure où j'écris ces lignes, je crains que la façon dont le « Grand Débat » s'engage fragilise durablement notre démocratie et souligne l'isolement personnel du Président de la République.

Je constate en effet que le Président de la République tient les parlementaires de sa propre majorité et tous les corps intermédiaires, associations, partis politiques, organisations syndicales, à l'écart d'une situation politique complexe qui nécessite au contraire une mobilisation collective.

Je ne me satisfais pas de voir une situation politique dans laquelle les Maires sont rangés au rang de loueurs de salles, ou de spectateurs invités à un one-man-show, et dans laquelle des « Conférences régionales », constituées sur la base de citoyens tirés au sort, deviendraient in fine les seuls relais / filtre entre les citoyennes et les citoyens de ce pays et le Président de la République.

Je revendique une autre vision de notre démocratie. Attentif à toutes les réflexions qui s'expriment à ce sujet, je me permets de citer un extrait d'une récente tribune de Henri Weber, expert associé à la Fondation Jean Jaurès, qui résume bien les éléments fondateurs de mon engagement politique et, je le crois profondément, les voies incontournables d'une sortie de crise :

« Dans nos sociétés complexes et autrement plus nombreuses {que le peuple citoyen de la Grèce antique}, la démocratie ne peut être que représentative, la démocratie directe est impraticable. Vouloir la substituer à la démocratie représentative, c'est en réalité chercher à détruire la démocratie. En revanche, on peut et on doit compléter, corriger la démocratie représentative parlementaire, en l'enrichissant d'éléments de démocratie sociale et de démocratie directe : institution des relations professionnelles par la négociation permanentes entre syndicats de salariés et d'employeurs à tous les niveaux ; référendum sur certaines questions d'intérêt stratégique ;

Ville de Saint-Nazaire
CS 40416
44606 SAINT-NAZAIRE CEDEX
T 02 40 00 40 00
contact@mairie-saintnazaire.fr

conseils de citoyens tirés au sort ; conseils de salariés élus dans les entreprises, de citoyens dans les localités...

L'articulation entre démocratie représentative, s'incarnant dans les assemblées élues, démocratie sociale, animée par les syndicats, et démocratie participative, associant directement les citoyens à la prise des décisions qui les concernent, constitue une vieille revendication du mouvement ouvrier socialiste, souvent mise en œuvre et toujours à réinventer. »

Tout ceci étant posé, je ne me réjouis pas des difficultés du Président de la République, pas plus que de l'état des partis politiques ou des acteurs syndicaux. Nos démocraties sont fragiles. C'est leur nature car, en tant que démocrates, nous souhaitons tous avoir la liberté d'interroger sans cesse leur fonctionnement et d'interpeller leurs représentants. Je sais aussi que nos démocraties sont fortes quand elles se nourrissent du respect des institutions et de véritables débats permettant in fine, parce que des acteurs mandatés s'y engagent, de donner vie au contrat social.

Soyons vigilants pour ne pas les laisser les extrêmes de tous bords utiliser le mouvement des Gilets Jaunes pour abîmer ce bien commun qu'est la République française.

Une contribution au « Grand Débat »

En complément du Cahier de doléances ouvert par l'association des Gilets Jaunes, dont j'ai accepté qu'il soit accessible en Mairie, j'ai donc décidé d'organiser le mardi 5 mars, au sein de ce même Hôtel de ville, une soirée publique d'échanges. Seront invités divers représentants de la société civile organisée, s'ils le souhaitent : les présidents des groupes politiques du Conseil municipal, les maires de la Carene, les représentants des unions locales syndicales, les représentants des organisations syndicales patronales, les présidents des trois chambres consulaires, l'association des Gilets Jaunes, Monsieur le Sous-Préfet.

Je souhaite aussi que le public, via les réseaux sociaux relayés au fil de la soirée ou par sa présence dans les espaces réservés au sein de la salle du Conseil municipal, puisse poser des questions et faire part de ses réflexions. Cette soirée sera retransmise en direct sur le site internet de la Ville. Les retranscriptions littérales des débats seront adressées à Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de Saint-Nazaire et versés sur la Plate-forme du « Grand débat ».

Ce débat est une contribution parmi celles que les acteurs locaux, politiques, syndicaux, associatifs pourraient prendre à Saint-Nazaire et dans son agglomération. A ce titre, tous ceux qui le souhaiteront pourront bénéficier du soutien matériel de la Ville de Saint-Nazaire, au travers des mises à disposition de salle et du relais de leurs dates de réunion. Il leur appartient en effet de définir les conditions de leurs contributions au « Grand Débat » et d'organiser ainsi, chacun dans leur légitimité, leurs contributions aux réflexions.

Saint-Nazaire, fraternelle

Depuis le début du mandat, l'équipe municipale a revu un large nombre de politiques publiques : La Fabrique des politiques sociales, La Vie associative, la politique de Tranquillité publique, Les rendez-vous de la culture, Les Assises de la Jeunesse, la Vie des quartiers et les initiatives citoyennes, Les rendez-vous du Sport. Nous avons eu à chaque fois la volonté d'associer autant les citoyens que les associations qui souhaitent prendre part à la réflexion pour enrichir la réflexion et la décision publique.

Nous avons mis en place des dispositifs permettant aux citoyens de prendre pleinement part à la vie de la Cité : Conseils citoyens de quartiers, Accompagnement des initiatives citoyennes.

Conformément à nos engagements de début mandat, nous mettrons en place d'ici l'été un droit d'interpellation citoyenne. Il permettra à toute pétition de 2.500 Nazairiennes et Nazairiens, de plus

de 18 ans et ayant plus d'une année de résidence dans notre ville, de faire inscrire à l'ordre du jour des débats du Conseil municipal leur sujet de préoccupation afin qu'il y soit débattu publiquement.

De manière transversale à toutes ces revisites des politiques publiques, nous sommes restés et resterons très vigilants à la préservation concrète des outils de la solidarité. Nous avons fait le choix de ne pas augmenter les taux des impôts locaux, ni les tarifs des services municipaux tels que la cantine (moins de 1 euro pour les personnes les plus démunies), depuis plusieurs années. Nous l'avons fait par souci de préserver le pouvoir d'achat des habitants dans un contexte où l'État, depuis des dizaines d'années, n'a cessé de transférer des charges aux collectivités sans souci de les compenser. Nous avons déployé une offre exemplaire de temps péri éducatifs sans demander aux familles de le financer considérant qu'il appartenait à la Ville d'assumer cette solidarité via l'impôt. Nous avons développé des dispositifs de tarifications sociales attentifs aux plus fragiles, qu'il s'agisse d'accès à la cantine, aux transports publics.

Saint-Nazaire, inventive

En amont de cette soirée du 5 mars, j'ai souhaité faire part publiquement de mes préoccupations et de mes propositions. C'est l'objet de cette lettre ouverte aux Nazairiennes et aux Nazairiens. Elles ont été transmises aux acteurs que j'ai souhaité inviter à cette soirée. Elles seront versées sur la Plate-forme du « Grand débat » et transmises aux autorités de l'Etat.

Plusieurs enjeux me semblent en effet mériter l'attention de l'Etat.

1. Des questions fiscales

- Nous avons besoin d'un nouveau pacte fiscal et républicain capable de lier chacun d'entre nous. Nous ne devons pas laisser les égoïsmes prendre le dessus tant il est vrai que nous avons encore de nombreux défis à relever. Nous avons besoin d'argent public, pour accompagner nos hôpitaux, pour renforcer notre système éducatif, pour renouveler nos infrastructures vieillissantes, pour construire celles qui nous permettront de préparer l'avenir et notamment la transition énergétique.
- La remise en place de l'ISF. Dans tout débat politique, il existe des symboles. Celui sur l'impôt n'y échappe pas. Il appartient au Gouvernement d'imaginer des dispositifs qui conduiront les plus aisés d'entre nous à plus de solidarité à l'égard de la collectivité et de l'avenir de la France.
- Une mobilisation politique plus marquée du Gouvernement contre l'évasion fiscale.
- Une remise à plat des niches fiscales, car elles rendent l'impôt incompréhensible et permettent aux plus aisés de s'exonérer facilement de celui-ci.
- L'arrêt des baisses de TVA ciblées qui n'ont produit que très peu d'effets, que ce soit sur l'emploi ou la baisse des prix.
- Le retour à une politique d'emploi aidés tant qu'une politique de formation continue et d'aide au retour à l'emploi n'aura pas été réellement mise en œuvre.
- La correction du dispositif de contrat de confiance entre l'Etat et les collectivités locales car celles qui sont en bonne santé financière se voient stupidement freinées dans leurs dépenses de fonctionnement alors que nombre d'entre elles favorisent pourtant le lien social, la solidarité, l'aménagement équilibré de la Ville et des quartiers. Rappelons qu'à Saint-Nazaire, la prise en compte des seules dépenses liées à l'évolution de la population fait dépasser la marge autorisée.
- Dans un contexte où le poids du logement pèse de plus en plus lourd dans les budgets des ménages, une reprise des discussions sur l'avenir du logement social et un arrêt de la déstabilisation financière des offices publics HLM. L'INSEE nous rappelle en effet que les 10% de ménages les plus pauvres consacrent 42% de leurs revenus au logement.

2. Des questions liées à la décentralisation

- L'arrêt des bouleversements du paysage institutionnel français. Il ne me paraît pas utile de mettre à mal les départements au nom d'une vision technocratique du développement métropolitain. Ici, à Saint-Nazaire, en Loire Atlantique, dans le Pôle métropolitain Nantes Saint-Nazaire, au sein de notre agglomération, nous sommes une terre de solidarité parce

que nous sommes un territoire équilibré. Un territoire dans lesquels les services publics sont au rendez-vous, au sein des villes, entre les villes et la campagne.

- L'arrêt des fermetures des services publics de proximité de l'Etat au profit d'une centralisation régionale ou du tout numérique qui prive près d'un quart de la population en situation « d'illectronisme » d'un accès facile à la présence humaine (carte grises, trésorerie...).
 - L'instauration d'une confiance de principe donnée aux territoires, avec la possibilité d'adaptations locales, au lieu d'une relation de tutelle des administrations centrales.
 - La révision d'un certain nombre de normes qui, une fois travestie leur intention d'origine, ne font que renchérir les dépenses publiques sans réelle plus-value.
 - L'arrêt des transferts de charges de l'État vers les collectivités locales sans compensation financière adaptées.
3. Des questions liées aux investissements d'avenir identifiés par les collectivités locales suite à l'abandon par l'Etat du Projet Notre Dame des Landes.
- La remise à niveau des installations routières et ferroviaires et des niveaux de service qui devraient les accompagner pour assurer des liaisons de qualité vers Paris et au sein du pôle métropolitain Nantes Saint-Nazaire pour les salariés qui en font usage au quotidien.
 - Un soutien plus marqué à l'économie de la connaissance, avec le souci d'équilibrer les moyens de développement des différents sites de l'université.
 - Le soutien au Port et la poursuite du dialogue avec les collectivités pour préserver l'avenir de cet outil essentiel à l'économie locale.
 - Un accompagnement des grands dossiers locaux de la transition écologique : avenir des parcs éoliens, avenir de Cordemais, soutien aux expériences de réseaux de chaleur...
 - Une accélération du déploiement de la Fibre pour répondre aux attentes des habitants et des collectivités et un soutien aux enjeux de la numérisation de l'économie et de la société.

Dans ces moments de flottement, qui inquiètent toutes nos concitoyennes et nos concitoyens, il me paraît important de remettre les choses à leur place et les acteurs dans leurs responsabilités. Le Président de la République, confronté à une crise politique et sociale de grande ampleur, a fait une proposition de réponse inédite. Il m'apparaissait important de dire les atouts et les faiblesses de cette proposition et de s'en saisir afin de participer à cette sortie de crise et de faire avancer notre pays.

La politique c'est parfois la confrontation. La confrontation des armes dans de nombreux endroits du monde qui ne sont pas encore parvenus à cette maturité d'une vie politique pacifiée et démocratique qui permet de réguler les désaccords et les conflits d'intérêts. La confrontation des idées dans nos pays démocratiques, même si la vigilance doit rester constante face à toutes celles et ceux qui font appel aux travers du genre humain : le mépris, la haine, la violence.

La politique c'est aussi la capacité de s'unir et de construire ensemble. Faisons de ce simple fil rouge le guide de nos temps d'échanges à venir.

En vous remerciant de l'attention que vous avez bien voulu porter à la lecture de cette lettre,

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

David SAMZUN
Maire de Saint-Nazaire

